

brève réunion hier, les parties ont discuté de la procédure à suivre. Elles se sont entendues sur celle-ci et, sauf erreur, les réunions ont continué hier soir. Elles ont été très fructueuses et se poursuivent aujourd'hui.

Je pourrais signaler au député qu'attribuer plus d'importance à une grève qu'à une autre est toujours affaire d'opinion.

[Français]

LES EXPOSITIONS

LA PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL À L'EXPLOITATION DE «TERRE DES HOMMES»

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

M. Lucien Saulnier, président du comité exécutif de la ville de Montréal, dans une longue entrevue accordée au *Montreal Star*, mardi dernier, a invité le gouvernement fédéral à participer de façon permanente à «Terre des Hommes». Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si M. Lucien Saulnier ou son honneur le maire Jean Drapeau ont communiqué avec lui à ce sujet et si le gouvernement a l'intention de répondre affirmativement à cette pressante et importante invitation?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Oui, monsieur l'Orateur, j'ai reçu plusieurs instances à ce sujet, oralement, de la part de MM. Drapeau et Saulnier. Cependant, chacun des ministères du gouvernement reste totalement libre de ses décisions dans ce domaine et, dans le passé et cette année aussi, un certain nombre de ministères, un certain nombre d'organismes du gouvernement—je pense, par exemple, à l'Office national du film, à la Société centrale d'hypothèques et de logement, à l'Office du tourisme—ont participé à «Terre des Hommes» d'une façon ou d'une autre, que je n'ai pas le temps d'expliquer.

Je tiens à signaler également que le gouvernement a participé à une négociation tripartite avec le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal, laquelle a abouti indirectement à un don de plus d'un million de dollars à «Terre des Hommes», cette année.

M. Prud'homme: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si divers ministères du gouvernement fédéral ont l'intention de participer à «Terre des Hommes», notamment le secrétariat d'État?

M. l'Orateur: A l'ordre. A mon avis, la question supplémentaire est de nature beaucoup trop générale et ne peut être posée à ce moment-ci.

[L'hon. M. Mackasey.]

[Traduction]

LES ANCIENS COMBATTANTS

LA PARTICIPATION CANADIENNE AU VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DU DÉBARQUEMENT

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires des anciens combattants. Fera-t-il une déclaration à la Chambre sur l'importance de la participation canadienne aux manœuvres marquant le vingt-cinquième anniversaire du jour-J. En outre, dans quelle mesure le personnel canadien participera-t-il à ces manœuvres.

L'hon. Jean-Eudes Dubé (ministre des Affaires des anciens combattants): Monsieur l'Orateur, sur l'invitation du gouvernement français, une délégation célébrera le vingt-cinquième anniversaire du débarquement, le jour-J, sur le sol de la France. Les noms des membres de la délégation sont déjà connus. Ils comprennent deux représentants de la Chambre des communes ainsi qu'un sergent d'armes et bien d'autres personnalités de marque grâce auxquelles le gouvernement canadien et les anciens combattants de notre pays seront bien représentés.

Des voix: Bravo.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il citer les noms des deux parlementaires qui feront partie de la délégation?

L'hon. M. Dubé: Oui, monsieur l'Orateur; il s'agit du député de Northumberland-Miramichi (M. Smith) et du député de Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe (M. Marshall).

M. l'Orateur: Que les députés veuillent bien regarder l'heure. Il ne reste que quatre ou cinq minutes avant la fin de la période des questions. Nous devrions peut-être passer à d'autres sujets.

LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

LES ERREURS ET INSUFFISANCES GRAVES DANS LE BILAN DES DÉPENSES ET DES RECETTES

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Il s'agit du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. Quelles mesures le ministre a-t-il prises à la suite des conclusions de l'auditeur général selon lesquelles le bilan des dépenses et des recettes concernant le Conseil des Territoires du Nord-Ouest contenait des erreurs et des insuffisances si graves qu'on ne pouvait pas l'utiliser pour rédiger un